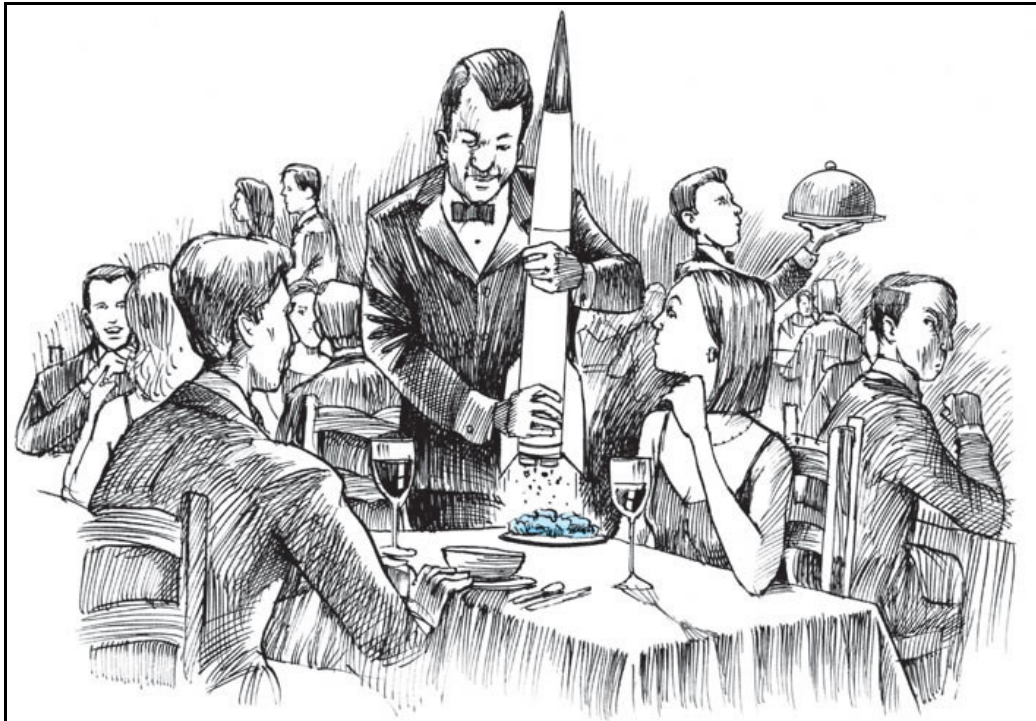


## Un peu de propergol dans votre salade ?

traduit de *World Watch*

Par Gene Ayres

Illustrations : Kevin C. Chadwick



J'ai passé deux ans de ma vie dans le sud de la Californie, période durant laquelle je me suis marié, ai eu un enfant, ai divorcé, et suis devenu un parent seul. J'ai finalement quitté l'«État doré » en 1989, emmenant mon jeune garçon avec moi parce que j'étais inquiet pour sa santé. Le smog n'était pas le seul en jeu, bien qu'il eut été très nocif dans la vallée San Fernando, où des inversions thermiques chroniques transformaient le ciel au-dessus des Monts San Gabriel, l'embrasant d'une couleur comparable à celle du sang séché. Mon fils était né avec une myriade d'allergies, et avait connu une réaction terrifiante au vaccin DPT (avec des crises pendant lesquelles il criait comme s'il avait été torturé).

Puis vint le mouche méditerranéenne des fruits (medfly). C'était en 1988 et je peux encore aujourd'hui me rappeler voir le Commissaire à l'agriculture de l'État aller à la télévision et boire, au cours d'une grande

mise en scène, un verre de malathion pour rassurer un public paniqué et lui expliquer que bien qu'une tête de mort traversée par deux os apparût bien en évidence sur les bidons de malathion (le pesticide était déjà disponible dans la plupart des centres de jardinage), la substance était en fait plutôt inoffensive. Bien entendu, nous devons le croire sur parole, en particulier en ce qui concernait le réel contenu de son verre, mais il s'agissait là d'un cas d'école classique de la crédulité: « C'est vrai puisqu'on l'a vu à la télévision. »

Cette extraordinaire démonstration était la conséquence de la découverte d'une seule mouche méditerranéenne des fruits dans le port de Long Beach, quelques 20 miles au sud de Los Angeles. Les grands producteurs de citrons avaient peu d'intérêts commerciaux (et même en avaient-ils?) au sud du comté de Ventura, donc à deux chaînes de montagnes au nord de Los Angeles. Aucune importance. La mouche méditerranéenne était supposée capable de détruire des plantations entières de citronniers, ce qui finirait par coûter aux cultivateurs un nombre incalculable de millions. Le gouverneur George Deukmejian déclara l'état d'urgence. La Garde aérienne nationale fut appelée pour commencer à pulvériser les cultures avec du malathion, malgré les hurlements de protestation de onze millions d'habitants de Los Angeles. En quelques semaines à peine, tandis que la panique venue Sacramento s'étendait vers le sud le long de la vallée centrale, le ciel du sud de la Californie fut envahi par les hélicoptères, sortant le soir par groupes de vingt, comme des chauves-souris, pour pulvériser toute la région urbaine jusqu'à saturation. S'il apparut rapidement évident que le malathion était capable d'attaquer la peinture de votre voiture, nous fûmes en revanche rassurés sur un point: le produit était inoffensif pour l'Homme.

A l'époque j'étais divorcé depuis peu, et la mère de mon fils et moi vivions dans des habitations séparées de quelques miles. Nous prenions contact par téléphone pour nous avertir: « Ils arrivent! », « Déplace ta voiture, ils viennent dans ta direction ! » Et parfois nerveusement: « Ils sont là ! » Notre fils se portait mal à cette époque, il souffrait de crises d'asthme de plus en plus sérieuses, et de problèmes comportementaux. A quatre ans, pour ne rien arranger, on diagnostiqua chez lui un trouble déficitaire de l'attention.

Nous avons décidé que cela suffisait comme ça. Nous nous sommes mis d'accord sur mon départ, avons convenu que notre garçon viendrait avec moi en Floride, où vivent mes parents.



### **Introduction au malathion, un carburant pour les missiles**

La Floride, cependant, s'est révélée tout sauf un paradis de sécurité sanitaire. Quelques jours après notre arrivée, une mouche méditerranéenne fut découverte dans le port de Miami. La réponse de la Floride à cette alerte, même si elle nous fit grâce du Commissaire buvant un pesticide à la télévision, fut encore plus draconienne. La Floride, comme la Californie, est au centre des préoccupations de l'agro-business, en particulier celles des producteurs de citrons. Comme leurs collègues avant eux sur la côte ouest, ils furent pris de panique. Cela, bien entendu, mena à une décision qui n'est plus aujourd'hui sans précédents ; celle de lancer une action préventive majeure. Le législatif de l'État passa rapidement une nouvelle loi écrite par l'industrie touchée (une pratique devenue depuis une pratique courante). La loi de Floride exigeait que tous les citronniers situés à moins de 1'800 pieds d'un arbre infecté (rayon moyen de déplacement des mouches méditerranéennes) soient détruits. Dans les années qui ont suivi cette décision, les mouches n'en ont pas moins continué à progresser vers le

nord, et en raison de la loi, les plantations commerciales comme les vergers privés ont été détruits au fur et à mesure de leur avancée. Or les procès, les protestations, et les pétitions n'ont rien fait pour ralentir cette mortifère déferlante de prévention.

Peu de temps après mon déménagement en Floride, ma glande thyroïde a cessé de fonctionner. J'ai appris plus tard que mon ex-femme, tout comme mon frère Ed, qui avaient tous deux vécu en Californie pendant ces années, avaient aussi souffert d'une maladie hyper-thyroïdienne. Les médecins en ignorent toujours la cause, bien que – comme nous l'avons finalement appris – ils aient eu certains doutes et fait certains rapprochements. Dans mon cas, ils mirent en cause un virus inconnu.

Ce n'est que des années plus tard que nous avons découvert que le malathion n'était pas l'unique produit chimique toxique auquel nous avons été exposés durant notre séjour en Californie. Le 16 décembre 2002 le Wall Street Journal publiait un article du journaliste d'investigation Peter Waldman, qui retraçait sur l'histoire de l'expérience californienne avec un produit chimique appelé perchlorate, un composant du carburant pour missiles datant des premiers missiles à carburant solide de la Deuxième Guerre mondiale. Les perchlorates sont en fait un groupe de sels – perchlorate d'ammonium, perchlorate de potassium, perchlorate de sodium, perchlorate de cobalt, et une vingtaine d'autres composants. Ils ont été principalement développés comme des composants oxydants pour les propulseurs et autres matériaux explosifs (dont les fusées éclairantes et les feux d'artifices) durant les années quarante, pour finir par constituer une industrie à part entière pendant l'escalade de la guerre froide au cours des années cinquante. Ils se sont reconvertis récemment dans des produits aussi divers que les airbags de voiture et certains engrais, en particulier ceux produits au Chili.

Malgré des efforts répétés des autorités de gestion de l'eau et de réglementation en Californie pour mettre un terme au déversement de ces carburants destinés aux missiles dans l'eau souterraine et les systèmes d'évacuation des eaux, les fournisseurs de la défense comme Lockheed Martin et Aerojet General ont pompé et déversé des millions de gallons de ces produits chimiques dans des fosses et des lacs de rétention, ou les ont injectés profondément dans le sol. Ils le firent en toute impunité, considérant ne devoir répondre qu'au Département de la Défense, dont les vues sur la question, selon Waldman, sont que « le boulot du Département de la Défense est la sécurité nationale, pas la

sécurité environnementale. » Ce point de vue semble persister aujourd'hui, comme le reflète une offensive récente du Département de la Défense pour obtenir une exemption élargie de la réglementation et des restrictions liées à l'environnement.

L'Agence américaine de protection de l'environnement regarde les choses de manière différente, bien que personne dans les deux agences ne nie la toxicité du perchlorate. A notre connaissance, personne au Département de la Défense ne s'est porté volontaire pour boire une bouteille du produit. Dix-neuf études récentes du Groupe de travail sur l'environnement en 1997 et 2002 ont associé les perchlorates aux troubles de la thyroïde, troubles allant des perturbations hormonales et du métabolisme au cancer chez les adultes, et aux perturbations neurologiques et osseuses chez les fœtus. La présence de ce produit chimique a été associée à des QI diminués, à des retards mentaux, à la perte de l'ouïe et de l'élocution, à la déficience de la motricité, et (surprise, surprise !), aux troubles de l'apprentissage et à l'ADD chez les enfants. Des études chez les rats ont démontré le développement de tumeurs à des stades très précoces. Et ces études se focalisent uniquement sur les effets apparents du perchlorate dans l'eau. Les scientifiques de l'Agence américaine de protection de l'environnement jugent aujourd'hui beaucoup trop élevés les niveaux de ces produits chimiques, auxquels tous les Californiens sont exposés. Et ils se demandent ce qui se passe lorsque de grandes quantités de ces eaux passent par les racines des végétaux irrigués et terminent leur parcours sous forme concentrée dans les salades de tout un chacun ?

**Qui s'intéresse à la présence d'un carburant pour missiles dans notre alimentation alors qu'une crise des missiles fait rage dans notre arrière-cour ?**

Les perchlorates furent développés pour la première fois à l'Institut de technologie de Pasadena en Californie par un groupe d'ingénieurs en aéronautique dirigé par un immigrant d'origine hongroise, Théodore von Karman. Lui et un groupe de collègues de l'université fondèrent Aerojet, une entreprise pionnière dans le développement des « fusées d'assistance » utilisées lors du décollage des nouvelles générations d'avions militaires depuis les porte-avions. Ils furent également à l'origine du missile Minuteman. Les développeurs choisirent les perchlorates, surnommés « l'oxygène en poudre » pour leur combustion rapide et intense.

Il s'avère que ces produits chimiques instables se dégradent avec le temps et doivent être rapidement remplacés – d'où leur enfouissement à large échelle depuis des décennies. Aerojet fut mis en garde contre ces enfouissements en 1949 déjà, à son centre de production d'Azusa à l'est de Pasadena, par les ingénieurs du comté de Los Angeles qui déjà à l'époque se rendaient compte des risques de fuites dans la nappe phréatique. Aerojet ignore ces avertissements de même que de nombreux autres qui suivirent et fut sanctionné. A un moment même, pour mieux gérer son stock de perchlorates, l'entreprise se raccorda au réseau des égouts publics.

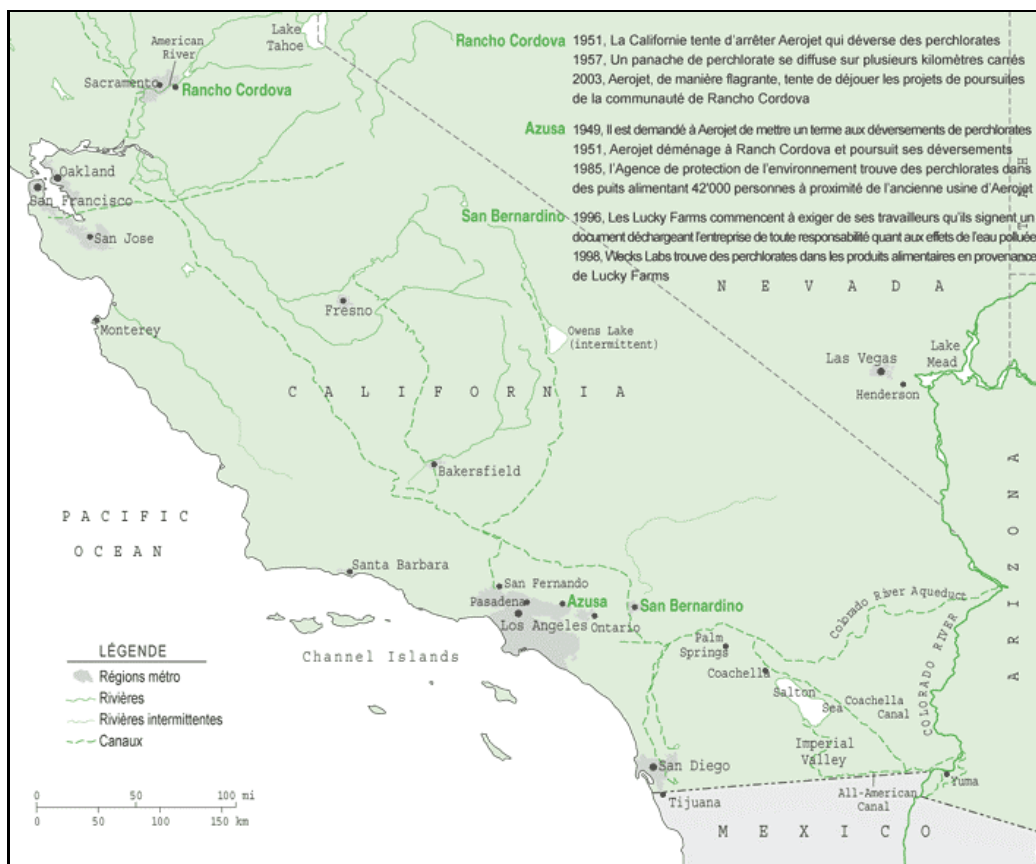
En 1951, Aerojet déménagea au nord de Sacramento dans la banlieue de Rancho Cordova. Selon Peter Waldman, les lacs et les fosses de rétention non étanches de la compagnie laissèrent fuir quotidiennement jusqu'à 1'000 gallons de liquide et 300 livres de perchlorates d'ammonium dans le réseau aquifère local. Aujourd'hui, un certain nombre de familles y souffrent du cancer et d'autres maladies dont on soupçonne qu'ils sont attribuables aux perchlorates. La Californie abandonnée aux poussières d'Aerojet, d'autres autorités reprirent la poursuite. En 1952, le Conseil pour le contrôle de la pollution de l'eau dans la vallée centrale de Californie publia une résolution dont l'objectif était précisément d'interdire tout nouveau déversement de perchlorates dans les nappes phréatiques locales ou aux abords de l'American River. Cela n'y fit rien. La ligne d'Aerojet était la suivante : de l'avis du Département de la défense, bien que non étanches, ses lacs et ses fosses étaient des méthodes d'évacuation tout à fait appropriées.

En 1957, un panache de gaz toxiques s'est abattu sur quelques kilomètres carrés à l'est de Sacramento. Selon une force d'intervention nationale et le Wall Street Journal, le panache avait une concentration de perchlorates allant de 3.5 à 5 parties par milliards (ppm). Les scientifiques étaient convaincus que cette concentration ne pouvait qu'être nocive pour les êtres humains. Cette année-là, une étude de l'Université de Harvard établit que les perchlorates traversaient le placenta des cochons d'Inde et affectaient le développement de la thyroïde et de ses hormones régulatrices de la croissance et du développement.

Malgré cela, Aerojet persista dans son refus de coopérer, refusant même de dévoiler avec exactitude les produits chimiques dont l'entreprise faisait usage. En 1962, le Conseil pour le contrôle de la pollution tenta à nouveau de passer une résolution interdisant à Aerojet

le rejet de produits « délétères pour la vie des hommes, des animaux, des plantes et pour la vie aquatique. »

La sécurité nationale eut cette fois-là encore la priorité – exploitant la crise des missiles cubains. Aucun des récits de l'époque ne relève l'ironie résidant dans le fait que des missiles américains puissent empoisonner les Américains dans le but exclusif de les protéger d'une attaque théorique de missiles en provenance d'autres pays. Et encore une fois rien ne changea. Au cours des décennies qui suivront, des milliers de tonnes de ces produits chimiques seront déposées dans des fosses à ciel ouvert, des canaux, des lacs de rétention, et des gouffres. Ce n'est qu'en 1985 que les perchlorates sont devenus « un problème d'eau potable », lorsqu'ils furent détectés par l'Agence de protection de l'environnement dans des puits alimentant 42'000 personnes dans le voisinage de la première usine à Azusa au sud de la Californie.



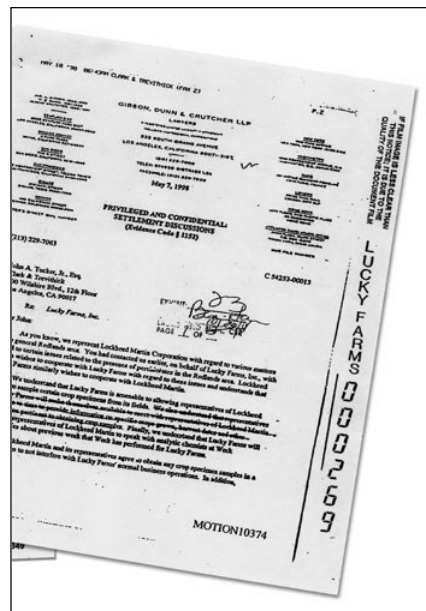
En 1992, l'Agence de protection fit appel au Centre pour le contrôle des maladies (CCM) à Atlanta pour requérir l'aide. Le CCM déclara : « Les effets de l'ingestion de faibles doses de perchlorates doivent être



dois par ailleurs boire uniquement l'eau spécifiée « potable », c'est-à-dire celle provenant du robinet près du comptoir de l'usine.

On demanda à tous les travailleurs, essentiellement mexicains, de signer le formulaire (voir l'illustration), pour assurer évidemment la protection des Lucky Farms contre les pertes que pourraient engendrer la maladie de certains employés ou les procès qui pourraient en découler. Quelqu'un à la ferme eut assez de jugement pour s'inquiéter de l'approvisionnement en eau et fit tester l'eau. Apparemment, la rumeur circulait de plus en plus dans la région de Redlands, comté de San Bernadino: il y avait un problème avec l'eau. Le fait que Lockheed Martin eût réalisé des tests de missiles dans la région et fait usage abondant d'un carburant pour roquette était peut-être à mettre en relation avec la dégradation de la qualité de l'eau. Les installations avaient depuis été fermées mais les perchlorates avaient laissé leurs traces dans le sol.

Le 19 décembre 1997, les résultats d'un test furent rendus au gérant des Lucky Farms, Robert Lise, par le laboratoire Weck Laboratories of Industry de Californie. Le rapport préliminaire indiquait que Weck avait testé un « légume » (on devait apprendre plus tard qu'il s'agissait d'une laitue) et avait trouvé 110 microgrammes (mcg) de perchlorate dans l'échantillon. Bien que les perchlorates fussent (et sont toujours) non réglementés, et qu'il ne s'agissait pas d'une quantité astronomique, une telle quantité dépassait de loin le niveau recommandé par l'Agence de protection concernant les feuilles de laitue. C'était une première indication montrant la migration du produit depuis les réserves d'eau vers la chaîne alimentaire.



Puis le 9 février 1998, Weck délivra le volet explosif de son expertise. Une deuxième étude faisant l'analyse de quatre échantillons de laitue révéla la présence de quantités massives de perchlorates :

Légume à fleur no. 401635 : 3,260 mcg
Légume à fleur no. 401636 : 6,590 mcg
Légume à fleur no. 401637 : 6,900 mcg
Légume à fleur no. 401638 : 3,210 mcg

Mais cette information ne devait pas atteindre le public. Autant Weck Laboratories que Lucky Farms ont refusé de commenter ces informations lorsque je les ai contactés pour obtenir des éclaircissements. A moins que les points des décimales aient migrés avec les perchlorates..., nous étions là devant des chiffres alarmants. Selon Kevin Mayer, de l'Agence de protection de l'environnement à San Francisco, si l'eau était la seule source de perchlorates (ce qui n'est évidemment pas le cas), la norme de 4 ppm de l'Agence de protection se traduirait par approximativement 1 microgramme par litre ou 2.1 microgrammes par jour pour une personne de 70 kilogrammes qui boirait 2 litres d'eau par jour. L'un des échantillons de Weck, semble-t-il, contiendrait plusieurs milliers de fois cette quantité.

Une fébrile activité hautement légale gagna alors les coulisses. Le 7 mai 1998, la société Lockheed Martin s'assura les services de la firme d'avocat Gibson, Dunn & Crutcher pour la représenter dans le cadre d'un règlement secret avec les Lucky Farms. A l'évidence intimidées par la défense agressive du producteur d'armes lourdes, les Lucky Farms renoncèrent à l'idée de la menacer de procès. Lockheed Martin offrit en échange de payer généreusement les coûts occasionnés par les tests de Weck Laboratories – une offre qui semble avoir été acceptée puisque aucune autre action n'a été dès lors entreprise. Au contraire, les Lucky Farms ont continué d'exiger de leurs employés qu'ils signent la décharge et firent de même jusqu'en 1999 au moins. L'expédition de leurs légumes sur les marchés du pays s'est poursuivie.

En 1999, l'Agence de protection de l'environnement entra vigoureusement en action, ordonnant une étude par son Laboratoire national de recherche à Athens, dans l'État de Georgie. La nouvelle étude révéla que le taux de perchlorate accumulé dans les feuilles dépassait par un facteur de 100 ou davantage le niveau recommandé

par l'Agence. Les chercheurs découvrirent également que les feuilles de laitue étaient capables d'absorber et d'accumuler jusqu'à 95% des perchlorates se trouvant dans l'eau. Ainsi, même de faibles niveaux de perchlorate dans l'eau peuvent se concentrer à des niveaux extrêmement élevés dans les feuilles de laitue.

Curieusement, l'Agence de protection de l'environnement ne tint pas compte de cette étude, arguant que l'eau utilisée dans l'étude avait des quantités excessives de perchlorates et qu'elle était donc présumée non représentative de l'irrigation en Californie, bien que ces doses aient été bien loin de se rapprocher des concentrations trouvées au Ranch Cordova et dans les gaz émis à Azusa. Encore plus étrange, elle affirma en conclusion que « la nourriture ne contribue pas à l'accumulation de perchlorate » dans le corps humain – une assertion qui semble directement contredite par l'étude d'Harvard en 1952, et par les 19 études qui l'ont suivie.

### **Ça ne vous rappelle rien ?**

L'histoire du perchlorate rassemble trois thèmes trop familiers de la saga militaro-industrielle moderne :

**Premièrement**, il y a l'orgueil démesuré entourant la technologie d'une invention majeure nouvelle. Les bénéficiaires immédiats se centrent sur la raison première de l'invention et en oublient l'effet secondaire, sur la santé et l'environnement – dont l'action est beaucoup plus lente et moins visible. Les débuts foudroyants de l'industrie des missiles durant la Guerre froide, et l'absence quasi totale de réflexion au sujet de ses effets insidieux sur la santé de millions de personnes qui y présida, peuvent être mis en parallèle avec l'histoire de plusieurs autres technologies lucratives – la thalidomide, les DDT, les implants mammaires dont l'usage s'est généralisé avec trop de précipitation. Ce n'est pas une coïncidence si cette vision à court terme – venant s'ajouter au pouvoir des missiles de faire peur, et l'apparent manque de réflexion sur les effets qui pourraient s'en suivre – fut reproduite à grande échelle lors de l'opération Shock and awe (choc et stupéfaction) avec laquelle les USA ont lancé la guerre contre l'Irak, en s'appuyant sur une pluie de missiles.

**Deuxièmement**, apparaît le secret et le dénigrement – et des tentatives de dissimulation des faits – qui accompagnent régulièrement la montée ou la perpétuation d’industries lucratives et à haut risque. Il n’y a qu’à penser à la manière dont on a caché les effets du tabac sur la santé, ou aux efforts déployés par l’industrie chimique pour détruire la crédibilité de Rachel Carson après la publication de *Silent Spring* (Printemps silencieux), ou la collusion de l’administration Cheney-Bush avec les industries des carburants fossiles pour détourner l’attention du public des dangers des changements climatiques, qui représentent des menaces beaucoup plus sérieuses que les terroristes, mais lancent un défi que ces industries ne veulent pas relever. Dans le cas des perchlorates, il est probable qu’une bonne partie de la manière dont cette industrie a été protégée reste à être dévoilée. Mais déjà, il existe un modèle de communication, qui trouve sa source dans l’histoire de l’Aviation: la disparition des résultats (sur le mode de l’excuse enfantine « mon chien a mangé mes devoirs... »): refus de parler de représentants des Lucky Farms ou du Weck Labs ; annulation inexplicquée par le Département de l’agriculture d’une étude concernant la présence de perchlorate dans d’autres produits issus de l’agriculture irriguée (qu’en est-il de nos tomates, de nos bettes, de nos raisins ?) ; et, cerise sur le gâteau, cette ordonnance inadmissible de la Maison Blanche qui a réduit au silence l’Agence de protection de l’environnement comme le Pentagone. Nous avons parlé avec un représentant de haut niveau à l’Agence au bureau de San Francisco qui nous a assuré qu’elle avait travaillé longtemps et avec ardeur pour déterminer son niveau de 4 ppm, et était prête à rendre ses recommandations finales lorsque « quelqu’un » est intervenu et a demandé que les données soient remises à l’Académie nationale des sciences pour être revues. Et à l’Académie, à ce jour, elles y sont toujours.

**Troisièmement**, et c’est peut-être l’aspect le plus dangereux d’entre tous, il existe une présomption très répandue – autrefois inimaginable mais aujourd’hui envahissante – que les résultats de découvertes scientifiques n’appartiennent pas au public mais sont des propriétés industrielles ou du gouvernement que leurs détenteurs ne doivent révéler que s’ils y trouvent un avantage financier ou politique. Bien que la contamination par les carburants des missiles soit essentiellement un problème américain (c’est avant tout l’Amérique qui fabrique et tire des missiles), l’eau qui arrose nos laitues – et en fait tout le cycle hydrologique de la Terre – est une ressource commune à tous. Alors pourquoi toutes ces questions laissées sans réponses concernant les perchlorates sont-elles traitées comme des questions secrètes de sécurité nationale ? Le besoin de garder notre eau propre est une question de sens commun et non de science balistique.

## Les ombres de Silkwood

En 2002, l'origine des perchlorates dans l'eau d'irrigation était retracée du côté du fleuve Colorado, dont on découvrit la pollution de Las Vegas à la frontière mexicaine. C'était là une nouvelle particulière troublante, puisque le Colorado est la seule source d'eau d'irrigation des vallées Coachella et Imperial, qui produisent 90% des laitues américaines. Le 14 juillet 2001, le Sacramento Bee rapporta que 20 millions de personnes en Californie, en Arizona et au Nevada, devaient vivre avec des taux de perchlorates dans leur eau potable atteignant en moyenne entre 5 et 10 ppm. Selon le Wall Street Journal, les scientifiques ont finalement identifié les perchlorates trouvés dans l'eau potable de Los Angeles à 400 miles en amont du Colorado, dans le Lac Mead, situé au-dessus du barrage Hoover. Depuis là, selon le journaliste Waldman, ils sont remontés à l'origine des pollutions, qui se trouverait à 10 miles à l'ouest, dans le lit d'une rivière en plein désert appelée Las Vegas Wash. C'est une immense usine de perchlorate d'ammonium à Henderson, dans le Nevada, dont la corporation Kerr-McGee d'Oklahoma City est propriétaire et exploitante. Le site de Las Vegas Wash est le principal bassin d'alimentation du lac Mead, et par conséquent la principale ressource en eau de Las Vegas et de la section en aval du Colorado.



Kerr-McGee est la compagnie citée dans le film Silkwood, inspiré de l'histoire de Karen Silkwood, une technicienne en chimie de la compagnie qui dévoila que son employeur exposait ses employés, qui

n'en savaient rien, à des radiations de plutonium. Karen Silkwood fut tuée dans un accident de la route qui n'impliquait qu'une voiture, et sans témoins, alors qu'elle était en train de réunir des preuves contre la compagnie. Cette fois, plutôt que de tenter de cacher son implication et de fournir le scénario d'un autre film, Kerr-McGee a poursuivi le Pentagone pour le remboursement des coûts de nettoyage du site. Son usine est aujourd'hui fermée mais 900 livres de perchlorate s'écoulent toujours quotidiennement dans la Las Vegas Wash.

D'autres actions en justice ont été menées, dont une action collective par les résidents de Rancho Cordova, là où Aerojet opérait en toute impunité pendant toutes ces années. De nombreux résidents des lieux ont développé le cancer de la thyroïde, entre autres cancers. Ces procès, contre Lockheed Martin et d'autres entreprises, n'ont donné aucun résultat si ce n'est que l'État de Californie a accepté de payer les frais d'un procès intenté par une compagnie d'eau de Rancho Cordova qui, selon The Sacramento Bee, « accuse ceux qui devaient faire appliquer les lois antipollution d'avoir sciemment laissé Aerojet contaminer l'eau souterraine avec le carburant destiné aux missiles. » Aerojet continue à s'en sortir indemne alors que ceux qui pendant des décennies ont tenté de mettre un terme à ses activités n'ont droit à aucune reconnaissance.

En avril 1999, l'Agence de protection de l'environnement a réuni un « éco-sommet » regroupant des représentants de l'Air Force (les forces aériennes américaines, les premiers consommateurs de perchlorates, avec la NASA), une coalition de fabricants de perchlorate et divers utilisateurs réunis sous le nom de « Groupe d'étude sur le perchlorate », et des membres de cinq tribus autochtones dont la subsistance dépend de la production agricole dans la partie en aval du fleuve Colorado. Le Département de la Défense promit une aide de 650'000 dollars, soit moins du quart du prix d'un seul missile à guidage, selon le Los Angeles Times, pour une étude dite « de réalité » qui testerait une variété de produits, ceci sous les auspices du Département américain de l'agriculture. Puis, après consultation avec la Food and Drug Administration, le projet fut remis aux Calendes grecques.

Pour compenser, selon des chiffres obtenus grâce à la Loi d'accès à l'information par la Riverside (CA) Press Enterprise, l'Air Force a obtenu une subvention d'une demi-million de dollars assignée à deux études : les perchlorates dans les cultures, les perchlorates dans les plantes et les animaux sauvages. Or la première étude n'a, semble-t-il, jamais été réalisée – ou si elle le fut, ses résultats n'ont jamais été publiés.

D'autres documents, publiés par le Groupe de travail sur l'environnement (Environmental Working Group, EWG), indiquent que l'Air Force a en effet diligenté une seconde étude sur les laitues cultivées sous serre. En octobre 2002, à une conférence organisée par l'industrie à Ontario en Californie (à proximité de l'usine d'Azusa), EWG a interrogé le porte-parole de l'aviation US David Mattie au sujet de la seconde étude sur les laitues, et s'est entendu expliquer que l'étude avait bien été menée mais que « quelqu'un était parti avec les résultats. » Lorsqu'elle fut mise sous pression par la Loi d'accès à l'information, l'Air Force affirma que les découvertes faites ne pouvaient « en aucun cas être communiquées tant que les experts de l'Agence de protection de l'environnement, qui avait parrainé ces études, n'aient donné leur avis à leur sujet. »

Au printemps de 2003, le scandale de la laitue a finalement éclaté. Le 2 avril, la sénatrice de Californie Diane Feinstein accusa le Département de la Défense de « faire traîner le nettoyage des carburants pour missiles entreposés sur d'anciennes bases militaires dont des autorités de l'État affirment qu'ils ont contaminé des centaines de puits en Californie. » Le 27 avril les reporters David Danelski et Douglas Beeman, du Riverside Press-Enterprise, ont publié les résultats d'une étude commandée par le journal sur 18 échantillons de laitue et un échantillon de feuilles de moutarde, cultivés dans les vallées Impérial et Coachella, toutes deux irriguées par le Colorado. Chacun des 19 échantillons était contaminé par les perchlorates. Un porte-parole du Département américain de l'agriculture ratiocina sur les niveaux révélés par Press-Enterprise, trop faibles selon lui pour poser un problème de santé, mais il se montra néanmoins inquiet quant à la contamination d'autres cultures.

Le lendemain de l'article publié par Press-Enterprise, l'EWG publia sa propre étude portant sur 22 échantillons de laitue achetés dans des grandes surfaces du nord de la Californie. EWG constata que quatre d'entre eux étaient contaminés par des perchlorates. Cette étude reçut cependant davantage d'attention que celle de Press-Enterprise, peut-être parce que certains des résultats d'EWG, basés sur des tests conduits par l'Université de technologie du Texas, montrèrent des niveaux de contamination « jusqu'à 20 fois plus élevés que les niveaux considérés comme acceptables par la Californie. »

Alors, l'attention se reporta à nouveau sur l'Agence de protection de l'environnement, qui, alors qu'elle avait défendu vigoureusement les niveaux recommandés, était appelée à prendre une décision ferme

après qu'eut été publiée une évaluation des niveaux acceptables par ses pairs de l'Académie nationale des sciences. Mais l'Agence ne fit qu'affirmer qu'elle devait prendre connaissance de l'évaluation avant de publier toute réglementation, tout rapport, ou édicter toute ligne de conduite sur les perchlorates.

Qu'est-il advenu alors de ce bilan dressé par l'Académie nationale ? L'Agence de protection de l'environnement s'est montrée plus qu'inconséquente à son sujet. Peu après les plus récentes révélations concernant la présence de perchlorates dans les aliments, la Maison Blanche a publié une ordonnance à l'endroit de l'Agence de protection. Elle donne la nausée. Elle interdit à ses chercheurs et à ses scientifiques de débattre des perchlorates avec la presse. Il est intéressant de constater que durant ces développements, la directrice de l'Agence de protection de l'environnement, Christine Todd Whitman, a démissionné. Nos appels pour obtenir des informations sur cette question sont restés sans réponses, mais on retiendra que l'État où elle habite, le New Jersey, est l'un des plus menacés par les perchlorates découverts dans ses eaux. De plus, le New Jersey – « L'État jardin » – est un des principaux producteurs à la fois de légumes et de perchlorates.

Membre du Congrès de Californie, Mme Lois Capps, réagissant sur le vif aux deux études sur la laitue, écrivit immédiatement à la Maison Blanche – avec 57 autres membres de la Chambre des Représentants – exigeant une explication et l'annulation de l'inadmissible ordonnance signifiée à l'Agence de protection de l'environnement. Sa lettre soulignait que « le perchlorate est connu ou suspecté d'être à l'origine de la contamination de centaines d'endroits dans 43 États. Sa présence a été établie dans une centaine de nappes phréatiques de 19 États dont le Texas, la Californie, l'Arizona, le Nebraska, l'Iowa, New York, le Maryland, le Massachusetts.... Il est hautement troublant de penser que l'Agence chargée d'assurer la santé et la sécurité de notre environnement peut se voir interdire de discuter d'un produit chimique contaminant comme le perchlorate, un produit très répandu et potentiellement dangereux. Les Américains méritent une information de la part des scientifiques qui travaillent pour eux. Le Président Bush devrait prendre les mesures nécessaires pour que cette ordonnance abusive soit immédiatement levée. » La Maison Blanche n'a pas daigné répondre à cette lettre.

Aujourd'hui, alors que l'Agence de protection de l'environnement fait montre de sa volonté de discuter de la question avec l'institut

Worldwatch (L'État de la planète) et admet ouvertement la gravité de la situation, elle n'a toujours pas fixé de normes de sécurité précises pour les perchlorates, qui demeurent sans aucune régulation au niveau des États comme au niveau fédéral. En ces temps où le Secrétaire à la Défense semble souvent avoir autant d'influence que le Congrès, qui est censé faire les lois, le Pentagone ne veut pas entendre parler de normes. Jusqu'ici, Kerr-McGee est le seul fournisseur de la défense à s'être embarqué volontairement dans le nettoyage du gâchis, dans son cas hérité d'un ancien laboratoire de la marine.

Le problème est que le Département de la Défense s'est arc-bouté sur des positions datant des années cinquante, en ce qui concerne à la fois les munitions et la pollution : l'Armée, la Marine, l'Aviation sont impliquées dans le commerce de la sécurité nationale, jamais dans celui de la protection de l'environnement. Les militaires n'ont pas compris l'idée radicale qu'en termes de sécurité – et même de sécurité planétaire – protéger notre alimentation et notre eau potable pourrait être la première des défenses à assurer.

***Gene Ayres est écrivain, il vit à St Petersburg, en Floride.***